

Avant-propos

Avoisinant un PIB de plus de EUR 125 milliards en 2022, l'économie marocaine est l'une des plus importantes d'Afrique en général et du Nord en particulier. Depuis les années 90, le pays s'est lancé dans un vaste chantier de réformes et de réalisation d'infrastructures publiques qui ont permis de renforcer le rayonnement du Maroc à l'échelle régionale et internationale et qui ont donné un fort élan de développement économique et social.

Les investissements publics qui représentent 20.8% du PIB du Maroc en 2023 jouent un rôle essentiel dans la réalisation d'un large éventail d'objectifs politiques, tels que la croissance économique, l'augmentation de la connectivité et de la productivité, la réduction des inégalités sociales, l'accès généralisé à l'éducation, à l'eau et aux services de santé, la promotion de la transition verte, et l'augmentation de la résilience des communautés face au changement climatique. Au Maroc, la demande en investissements publics reste importante compte tenu de plusieurs facteurs tels que la composition de la population, les inégalités régionales, ainsi que les ambitions socioéconomiques. En effet, le Maroc compte une population jeune sans cesse grandissante, avec près de 16,2% de la population âgés de 15 à 24 ans en 2021. Par ailleurs, des réformes visant à renforcer la décentralisation et la déconcentration et à asseoir les bases d'un développement territorial équilibré ont été lancées afin de réduire les écarts de richesse entre les différentes régions et d'assurer un accès égalitaire de tous les citoyens aux différentes infrastructures (trois régions sur douze comptaient pour près de 60% du PIB en 2018). En outre, le Maroc s'est doté d'ambitions socioéconomiques fortes pour notamment le développement d'une économie dynamique et créatrice d'emploi, l'attractivité du secteur privé, la modernisation des activités productives, la mise en place de systèmes d'éducation et de santé de qualité, la consolidation du lien social. L'investissement public apparaît alors comme l'un des leviers stratégiques pour contribuer à ces objectifs et ambitions.

Cependant, le Maroc fait également face à plusieurs obstacles, et notamment un ralentissement de la croissance économique au cours des dernières années, et des chocs successifs tels la crise financière et économique internationale de 2008-2009 mais également la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 qui ont impacté les investissements publics.

En outre, l'indicateur du ratio incrémental capital-production (ICOR) du Maroc et des rapports d'évaluations des investissements publics menés par d'autres partenaires internationaux montrent une baisse significative de l'efficacité de l'investissement public ces dernières années, malgré des efforts importants du gouvernement.

Le Maroc s'est doté en 2021 d'une vision stratégique pour le développement du pays, « le Nouveau modèle de développement » (NMD) qui souhaite insuffler un nouveau dynamisme au développement socioéconomique du pays. Tout en confirmant la baisse de l'efficacité des investissements publics et tout en reconnaissant le rôle stratégique de l'investissement public, le NMD préconise une nette augmentation de la part du secteur privé dans l'investissement. Le renforcement de l'investissement public est nécessaire pour agir comme catalyseur de l'investissement privé. De plus, le séisme dévastateur qui a frappé le Maroc en septembre 2023 appelle également à une mobilisation forte de l'investissement public

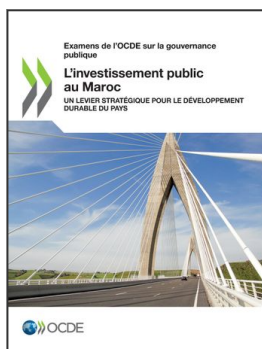
pour la reconstruction des zones touchées et de ses infrastructures et assurer la mise en place d'infrastructures essentielles nécessaires à la continuité du service public.

Compte tenu de la part importante des investissements publics, les autorités marocaines ont ainsi souhaité mettre en place une nouvelle approche de gestion des investissements publics visant à assurer une meilleure performance des projets d'investissement présentés au financement public, et d'améliorer leurs impacts socio-économiques. L'objectif de cette nouvelle approche est de mettre en place un cadre unifié couvrant tout le cycle de vie des investissements publics, de leur identification à leur évaluation ex-post, afin d'en assurer la gestion optimale.

Pour ce faire, le système actuel doit être revu conformément aux bonnes pratiques internationales. En outre, l'amélioration et la refonte du système d'investissements publics nécessiteront une action collective basée sur une compréhension claire des priorités et des responsabilités. Seul un effort coordonné de l'ensemble des parties prenantes permettra au système de gestion des investissements publics d'atteindre les objectifs d'efficacité et de bonne utilisation des deniers publics. Au-delà des efforts relatifs au cadre réglementaire et institutionnel, le renforcement des capacités des principaux acteurs est aussi une pièce maîtresse de la nouvelle approche du système.

L'OCDE aide les pays à améliorer leurs systèmes de gestion des investissements publics et de gouvernance des infrastructures publiques en se basant sur la *Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la gouvernance des infrastructures* de 2020 et d'autres standards internationaux. Le gouvernement marocain représenté par le Ministère de l'Économie et des Finances a demandé en 2022, le soutien de l'OCDE afin d'apporter un diagnostic complet du système actuel de gestion des investissements publics. Ce diagnostic a pour but d'aider les gouvernements à concevoir et mettre en place des politiques stratégiques basées sur des bonnes pratiques internationales tout en prenant en considération le contexte de chaque pays. Ce rapport de diagnostic décrit les forces et les faiblesses du système marocain actuel de gestion des investissements publics et propose des recommandations sur mesure y compris sur la conduite efficiente d'une réforme dans ce domaine.

Ce rapport de diagnostic s'inscrit dans le cadre du second Programme-pays Maroc-OCDE, outil de l'OCDE qui vise à permettre au pays de tirer profit de l'expertise et des bonnes pratiques de l'OCDE, de renforcer ses institutions et de renforcer les capacités pour des réformes économiques et sociales réussies. Ce second programme pays a été lancé le 4 février 2021 et vise à soutenir le plan de réformes ambitieux du Maroc et notamment l'implémentation des objectifs du Nouveau Modèle de Développement. Le Programme-pays Maroc inclut 15 projets et s'articule notamment autour de quatre axes principaux, incluant le renforcement de l'articulation et de la cohérence des politiques publiques, la promotion de l'attractivité du Maroc, la valorisation du capital humain, et le soutien aux politiques de développement territorial, des axes clés pour l'amélioration de l'efficacité et l'efficacé de l'investissement publique au Maroc.



Extrait de :

L'investissement public au Maroc

Un levier stratégique pour le développement durable du pays

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/52aaf6ba-fr>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Avant-propos », dans *L'investissement public au Maroc : Un levier stratégique pour le développement durable du pays*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/5ce0f5bb-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.